

LIVRE BLANC SOCIÉTÉ, RECHERCHE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

AUTOSAISINE

Prolonger 3 années de coopération société civile, enseignement supérieur recherche

Le Livre Blanc fait suite au travail que ses promoteurs (issus de la société civile, de l'enseignement supérieur et de la recherche) ont réalisé dans le cadre de la loi du 22 juillet 2013 portant sur l'Enseignement supérieur et la recherche (ESR). Il s'agit de promouvoir les « interactions sciences société », concept normatif désormais inscrit dans les codes de l'éducation et de la recherche (articles 6, 8 et 50) qu'il revient aux acteurs qui en ressentent la nécessité de faire vivre, concrètement, dans leurs institutions, leurs territoires et nos politiques publiques.

Les 3 intentions du Livre Blanc

- Repérer et mettre en lumière un ensemble significatif d'expériences originales
 - Contribuer à un diagnostic partagé
- Effectuer des recommandations envers les puissances publiques et les acteurs impliqués

Le Livre Blanc est né à l'occasion du colloque-forum « réinventer l'alliance sciences-sociétés » des 7-9 janvier 2015 qui a vu se réunir plus de mille acteurs de toutes provenances, disciplines et secteurs d'activités. Ce processus a mis en évidence un continent d'interactions en grande partie invisibles, mal accompagnées par les institutions et les politiques publiques et dont les acteurs eux-mêmes ne perçoivent pas toujours la force de transformation qu'ils représentent.

Conclusions du colloque-forum

« Réinventer l'alliance sciences-sociétés » - janvier 2015

- les relations science-société constituent un 'continent invisible', où se multiplient les initiatives,
- une somme d'initiatives ne fait pas une politique ; des accompagnements institutionnels et de nouvelles politiques publiques sont nécessaires. Ces nombreuses relations sont morcelées, au point que la conscience de leur nature échappe souvent aux acteurs eux-mêmes, empêchant tout effet cumulatif et les confinant aux marges des entités de recherche et d'enseignement supérieur comme de la société civile,
- les acteurs territoriaux (notamment les collectivités et grandes métropoles) sont de plus en plus attentifs à accompagner, comprendre et incorporer ces dynamiques à leurs agendas et schémas stratégiques, et dans les processus d'élaboration des politiques publiques,
- les acteurs de l'investissement et de la finance en viennent à considérer ces coopérations acteurs-chercheurs comme prometteuses en termes de projets pour un développement soutenable,
- les institutions de l'enseignement supérieur et de la recherche commencent à prendre la mesure de ce potentiel de projets communs (voir le récent rapport de M. François Houllier sur les sciences participatives en France).

Les attendus du Livre Blanc

Le monde d'aujourd'hui - celui de demain le sera plus encore - est extrêmement « dense en savoirs », de toutes sortes, et ce dans tous les domaines majeurs de la vie en société. Les transformations, transitions et conversions dépendent de processus intensifs en connaissances, au croisement de nombreux savoirs et pratiques, en particulier scientifiques. Dans ce contexte, la science doit être un bien commun à toutes les communautés d'action concernées (états, structures de recherche, collectivités, syndicats, associations, entreprises). Inclure toutes ces communautés dans l'aventure de la connaissance constitue aujourd'hui une ambition partagée par un nombre croissant d'acteurs qui y voient un domaine d'action d'intérêt général. Cela permet de construire autour des structures d'enseignement supérieur et de recherche un ensemble plus riche de coopérations et d'interactions entre tous les acteurs. Se pose la question de l'extension de la diversité de ces acteurs. Se pose aussi celle de leur légitimité. Se pose enfin celle de la reconnaissance mutuelle, sans sous-estimer les éventuelles contradictions qui peuvent les traverser. L'intention est que les forces vives du monde de la recherche et de

l'enseignement supérieur au sens large tout comme les acteurs socio-économiques s'emparent de la question du renforcement des interactions sciences-sociétés.

Nous considérons ces interactions sciences-société comme ayant une valeur en soi. Nous pensons que les citoyens et groupes concernés ont potentiellement légitimité et compétence à participer aux processus de recherche et d'innovation ainsi qu'à leur orientation. Nous affirmons que les chercheurs et citoyens sont solidaires et co-responsables face aux grands défis qui se posent à la société et qu'ils sont fondés à construire ensemble des communautés épistémiques et de pratiques. Dans le même temps, nombreux sont ceux qui voient dans l'évolution des pratiques et des modes de financement de la recherche et de l'enseignement supérieur une place prépondérante donnée à l'innovation au sens étroit (de produits, procédés et services marchands), au détriment d'autres missions et d'une vision plus large des dynamiques innovantes. C'est prendre le risque d'une société d'innovations sans progrès, où le moyen (l'innovation) devient sa propre fin. Ce serait perdre de vue la valeur publique et commune de la science, de la connaissance même en apparence inutile, de sa pratique en tant qu'exercice à la curiosité, à la réflexivité, au doute. Ce serait oublier que l'éducation a pour principale finalité l'accès pour tous et à tout moment à la connaissance comme un objectif même de la civilisation.

Ainsi, nous posons la nécessité d'une démarche qui recoupe la question de la démocratie et du sens des choses, au travers du développement des relations sciences-société, dont il convient de préciser les objectifs et modalités.

L'enjeu général est bien l'évolution du contrat et du pacte social entre la société, la recherche et l'enseignement supérieur.

Objectifs du Livre Blanc

L'objectif est de considérer la société civile, dans toute sa diversité, comme partie prenante de l'évolution des politiques et stratégies en matière de recherche, d'enseignement supérieur, de formation et d'éducation tout au long de la vie. Cela suppose de promouvoir de nouvelles formes de recherche et d'évaluation, de repenser et d'élargir la notion d'innovation, de mettre en place de nouveaux modes de financement, de nouveaux métiers, de nouvelles formes ou structures de médiation, d'organiser un ensemble plus riche de coopérations et interactions.

Plus précisément, le *Livre Blanc* vise à ce que soit reconnue la nécessité – et donc la légitimité – de la présence du nouvel acteur 'société civile' au sens large au sein du système d'enseignement supérieur et de recherche. Il vise à ce que les institutions de recherche et d'enseignement supérieur, comme le font déjà certaines équipes, conçoivent et développent, là où cela s'impose, de nouvelles stratégies de développement et de partenariat. Il vise à ce que l'implication concrète de ce nouvel acteur soit rendue possible par de nouvelles procédures d'orientation des priorités de recherche et de nouveaux dispositifs de financements. Ainsi ce *Livre Blanc* vise-t-il ainsi à présenter des propositions d'actions pour créer et mettre en œuvre les instruments et dispositifs du développement des relations sciences-société en s'appuyant sur les expériences et les propositions qui font sens pour les protagonistes.

L'ambition de ce Livre Blanc est d'initier un processus ouvert, impliquant une large diversité d'acteurs, dans un processus de réflexion organisé en trois volets :

1 - Un repérage d'un ensemble significatif d'expériences originales : l'objectif est de montrer que, malgré les contraintes identifiées, de nombreux acteurs (individus, groupes ou institutions) prennent des initiatives pour renouveler les rapports à la connaissance dans une perspective d'actions et d'impacts. Par une analyse de cas significatifs, nous tirerons les leçons de ces expériences et analyserons les conditions de leur généralisation. On cherchera à décrire les initiatives de chercheurs et d'enseignants associant des acteurs de la société et/ou finalisant leurs travaux pour entrer en dialogue avec les pôles de décision, mais aussi les capacités de recherche dans des lieux non conventionnels : structures associatives, syndicats, tiers lieux, collectivités territoriales... Seront abordées les questions liées au financement, à la montée en capacité des acteurs concernés, à la construction de biens communs, aux conditions d'un partenariat équilibré, à la contribution des structures d'enseignement et d'éducation supérieures.

2 - Un diagnostic de la situation : l'objectif est d'identifier et de mettre en discussion les barrières institutionnelles, organisationnelles, culturelles, économiques, sociales qui s'opposent aux changements nécessaires. La démarche vise à repérer les ouvertures mais aussi les tensions et les contradictions qui traversent les dispositifs institutionnels en place. Elle vise aussi à définir le minimum sur lequel les acteurs doivent se mettre d'accord pour que ces interactions puissent se développer fructueusement.

Le diagnostic s'appuiera autant que possible sur des comparaisons européennes et internationales. Il visera aussi à analyser les conditions institutionnelles permettant la reconnaissance d'acteurs non académiques à être considérés comme parties prenantes de l'aventure de la connaissance. L'analyse des interactions et coopérations portera sur la position des institutions mais aussi sur les dispositifs incitatifs aujourd'hui à l'œuvre. Elle prendra aussi en compte les transformations de l'espace public et des pratiques scientifiques dues aux technologies numériques, en particulier le recours aux données massives et à leur analyse en profondeur.

3 - Effectuer des recommandations : l'intention du Livre Blanc est que l'ensemble des forces vives s'empare de la question du renforcement des interactions sciences-sociétés, dans une perspective d'action.

Le besoin exprimé par la communauté ALLISS de présenter un ensemble argumenté de propositions d'actions dans ce domaine d'intérêt général doit permettre de préciser de façon concrète le champ des relations et interactions sciences-sociétés.

Production

Ce *Livre Blanc* consistera en un document, constitué de plusieurs chapitres, rendu public à l'occasion d'une conférence de presse en printemps 2017. Les destinataires en seront les pouvoirs publics (aux différentes échelles territoriales), les institutions de recherche publiques ou privées, les établissements d'enseignement supérieur, les acteurs de la société civile concernés, les étudiants et les chercheurs dans leur diversité.

Méthode

Nos travaux se fondent sur :

- les résultats du colloque-forum « réinventer l'alliance sciences-sociétés », des 7-9 janvier 2015,
- les travaux des Groupes de travail Alliss,
- des auditions de personnalités,
- des rapports récents sur des sujets connexes (cf le rapport Houllier sur *Les sciences participatives en France*),
- sur tous ouvrages, articles ou documents jugés pertinents.

Les études de cas devront avoir une place significative, tant au titre des auditions effectuées que des travaux et ouvrages analysés.

Gouvernance

Le travail est conduit et réalisé par un Comité de Pilotage parmi lesquels des rapporteurs et des coordinateurs. La composition du Copil est validée par le Conseil d'Administration d'Alliss.

Une Assemblée Générale (AG) du Livre Blanc, ouverte à toutes les personnes intéressées, se réunira courant décembre 2016 et en février 2017 pour débattre de l'avancée des travaux.

Comme pour toutes les activités d'Alliss, on recherche une représentation des divers collèges d'acteurs que sont (a) l'enseignement supérieur et la recherche, (b) les organisations de la société civile, (c) les autorités et institutions publiques, (d) les entreprises et fondations.

Calendrier

- 14 novembre 2016 : session inaugurale au Parlement
- novembre 2016 - mars 2017 : auditions
- fin mars 2017 : publication du Livre Blanc